

RÈGLES CONCERNANT LA COMPOSITION ET LE FONCTIONNEMENT DES COMITÉS D'ÉDUCATION

Service responsable : Administration générale	Approuvé par : _____ Directeur général
Date d'entrée en vigueur : Le 18 mars 1997	Modifié le : 11 juin 1998, 13 juin 2000, 11 décembre 2000, 23 octobre 2002, 27 novembre 2002 et 14 avril 2003
Références :	

Les présentes règles sont adoptées conformément aux pouvoirs accordés à Kativik Ilisarniliriniq (KI) dans l'article 657 de la *Loi sur l'instruction publique pour les autochtones Cris, Inuits et Naskapis*.

1. COMPOSITION

- 1.1 [Composition](#) Un comité de parents portant le nom de « Comité d'éducation » est formé dans chaque municipalité établie en vertu de la *Loi sur les villages nordiques et l'administration régionale Kativik*.
- 1.2 Le Comité d'éducation est composé du commissionnaire scolaire, de trois à huit membres élus par la communauté et, sous réserve de la décision des membres élus comme indiqué au point 1.5 ci-dessous, de divers représentants de l'école et de la municipalité.
- 1.3 [Le commissaire](#) Le commissaire scolaire qui représente la communauté est automatiquement membre du Comité d'éducation et y a droit de vote.
- 1.4 [Les membres élus](#) Le comité d'éducation doit être composé de trois à huit membres élus, en fonction de la population de communauté qui est déterminée comme suit :
- a) **pour une population de 300 personnes ou moins** : trois à cinq membres élus;
 - b) **pour une population entre 301 et 600 personnes** : trois à six membres élus;
 - c) **pour une population entre 601 et 900 personnes** : trois à sept membres élus;
 - d) **pour une population supérieure à 901 personnes** : trois à huit membres élus;



Le Conseil des commissaires fixe le nombre de membres élus conformément aux critères ci-dessus et après consultation de la communauté pour connaître ses besoins particuliers.

Le nombre de membres élus par communauté est le suivant :

Nombre de membres par communauté

Kangiqsualujjuaq	7
Kuujjuaq	8
Tasiujaq	5
Aupaluk	5
Kangirsuk	6
Quaqtaq	5
Kangiqsujuaq	6
Salluit	7
Ivujivik	5
Akulivik	6
Puvirnituq	8
Inukjuak	8
Umiujaq	5
Kuujjuaraapik	7

- 1.5 [Autres membres-représentants scolaires et municipaux](#) Si, après avoir consulté le Conseil des commissaires, les membres élus du Comité d'éducation en décident ainsi, le directeur d'école, le représentant des enseignants, le maire de la municipalité et un délégué du conseil municipal responsable des affaires culturelles, ou leurs représentants dûment autorisés peuvent être membres du Comité d'éducation.
- 1.6 Le maire et le délégué du conseil municipal responsable des affaires culturelles peuvent voter, mais ne peuvent pas être nommés président du Comité.
- 1.7 Le directeur d'école et le représentant des enseignants, ou leurs représentants n'ont pas le droit de vote et ne peuvent pas être nommés président du Comité.
- 1.8 La décision d'opter pour un Comité d'éducation élargi, comme indiqué plus haut, doit être prise par les membres élus du Comité d'éducation et par le commissaire lors de la première rencontre du Comité après l'élection; la décision ainsi prise demeure en vigueur pendant le mandat de deux ans du comité.

Toutefois, nonobstant ce qui précède, le Comité d'éducation peut, lorsqu'il le juge nécessaire, demander aux personnes susmentionnées de participer de temps à autre à une rencontre.



2. PRÉSIDENT ET SECRÉTAIRE DU COMITÉ

- 2.1 Dans les 14 jours qui suivent leur élection, les membres élus et le commissaire du Comité d'éducation doivent tenir une première rencontre pour choisir le président.
- 2.2 Dans les 7 jours qui suivent la première rencontre du Comité d'éducation, le directeur de centre doit envoyer au secrétaire général de KI un rapport sur la nomination du nouveau président. Ce rapport peut aussi être joint au rapport sur l'élection décrit au point 6.11.
- 2.3 En cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président du Comité d'éducation, les membres élus et le commissaire peuvent choisir un remplaçant parmi eux-mêmes.
- 2.4 Le directeur de centre occupe le poste de secrétaire du Comité et est chargé de consigner les résolutions et le compte-rendu des rencontres du Comité pour les transmettre au secrétaire général. Le directeur de centre n'est pas membre du comité et n'a pas le droit de participer aux débats, sauf sur demande du président de la rencontre.
- 2.5 Le directeur de centre est responsable de la gestion du budget du Comité d'éducation. À cet égard, il relève du Comité d'éducation et du service des Ressources financières de KI.

3. ÉLIGIBILITÉ À UN POSTE

- 3.1 Pour se qualifier comme membre élu au Comité d'éducation, il faut notamment :
- a) avoir atteint l'âge de la majorité;
 - b) ne pas être affecté par une incapacité légale (trouble mental, etc.);
 - c) être citoyen canadien;
 - d) être résident de la communauté depuis 12 mois;
 - e) ne pas avoir été condamné pour un acte puni en vertu d'une loi du Parlement du Canada ou de l'Assemblée nationale, et avoir purgé un emprisonnement d'un an ou plus ; cette inéligibilité subsiste pendant trois ans après la durée de l'emprisonnement fixée par la sentence.



5.2 S'il reste plus de six mois avant la fin du mandat d'un membre, un nouveau membre doit être nommé dans les trente (30) jours après que le poste est devenu vacant. Le remplaçant correspond alors à la personne ayant obtenu le second nombre de votes le plus élevé lors de la dernière élection; si personne ne se qualifie, une élection doit être tenue.

5.3 S'il reste moins de six mois avant la fin du mandat d'un membre, le reste des membres du Comité d'éducation doivent nommer un nouveau membre dans les trente (30) jours après que le poste est devenu vacant. Le remplaçant correspond alors à la personne ayant obtenu le second nombre de votes le plus élevé lors de la dernière élection. Si personne ne se qualifie, le Comité d'éducation peut nommer une personne possédant les qualifications nécessaires, peut organiser une élection pour remplir le poste vacant ou peut conserver le poste vacant.

6. ÉLECTIONS

6.1 Les élections au Comité d'éducation sont tenues tous les deux ans, le dernier mardi de septembre, dans toutes les communautés. Un membre du Comité d'éducation doit demeurer en poste jusqu'à ce que son remplaçant soit élu ou nommé.

6.2 Le secrétaire général de KI est la personne responsable des élections au niveau régional.

6.3 Le directeur de centre est le responsable du scrutin à l'échelle locale.

6.4 Pour avoir droit de vote, une personne doit :

- a) avoir atteint l'âge de la majorité;
- b) résider dans la communauté depuis au moins 12 mois;
- c) être citoyen canadien;
- d) voir son nom porté sur la liste électorale.

6.5 Dix jours avant les élections, le directeur de centre doit diffuser un avis officiel précisant que des élections auront lieu pour le Comité d'éducation.

6.6 Le directeur de centre doit déterminer une date de mise en candidature, en fonction de ce qui convient le mieux pour la communauté; cette date doit se situer entre sept et trois jours avant les élections.



- 6.7 La mise en candidature peut se faire par écrit ou par le biais d'une diffusion à la radio locale. Le directeur de centre doit consigner chaque nomination dans un rapport d'élection.
- 6.8 Seule une personne ayant le droit de vote, comme défini au point 6.4, peut proposer un candidat. Aucune autre exigence ni exclusion ne s'appliquent.
- 6.9 Lorsque le nombre de candidats est supérieur au nombre de postes disponibles, il faut tenir un vote secret entre 9 h et 18 h le dernier mardi de septembre. Aucun électeur ne peut voter par procuration. Un électeur qui ne peut être présent le jour de l'élection peut voter par anticipation en s'adressant au directeur de centre.
- 6.10 Chaque électeur peut voter pour autant de candidats qu'il y a de postes à combler.
- 6.10.1 Le directeur de centre peut prendre des mesures de sorte que les personnes qui ne sont pas capables de se rendre à l'école pour voter (en raison de maladie, d'un handicap physique ou de leur âge) puissent voter de leur domicile.
- 6.11 Le directeur de centre déclare élus les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de votes. En cas d'égalité entre deux candidats, l'élection est décidée par tirage au sort.
- 6.12 Dans les 15 jours qui suivent l'élection, le directeur de centre envoie au secrétaire général de KI un rapport indiquant les noms des candidats et les résultats du vote.
- 6.13 Les élections tenues en dehors de la période prévue aux règles sont considérées comme valables lorsque toutes les autres formalités établies sont respectées.

7. RENCONTRES COMITÉ D'ÉDUCATION

- 7.1 Le Comité d'éducation détermine la date et l'heure de ses rencontres ordinaires ainsi que les méthodes et les procédures de communication avec les parents. Les rencontres sont tenues au moins une fois par mois à l'école ou dans un autre endroit de la municipalité déterminé par le Comité d'éducation.



- 7.2 Les membres du Comité d'éducation peuvent participer à une réunion et voter par tout moyen permettant à tous les participants de communiquer entre eux vocalement, notamment par téléphone.
- 7.3 Les rencontres du Comité d'éducation ne sont pas publiques. Un Comité en particulier peut cependant établir dans ses règles internes que ses rencontres sont publiques. Le cas échéant, le Comité peut quand même tenir des rencontres privées, notamment pour l'étude de plaintes envers un élève ou un employé de KI, pour des candidatures à un poste de l'école ou pour tout autre sujet de nature confidentielle.
- 7.4 Pour les rencontres du Comité d'éducation, le quorum est fixé à la majorité absolue (50 % +1) des membres ayant le droit de vote.
- 7.5 Aucun membre du Comité d'éducation ne peut voter sur une question pour laquelle il a un intérêt personnel différent de l'intérêt général des autres membres. En cas d'objection à l'encontre d'un membre, le Comité d'éducation décide, au moment du vote, si ce membre a ou non un intérêt personnel et, le cas échéant, s'il n'a pas le droit de voter sur la question visant à déterminer s'il a un intérêt.

8. FONCTIONS DU COMITÉ D'ÉDUCATION

- 8.1 Les Comités d'éducation ont uniquement un rôle consultatif auprès de KI, sauf lorsque cette dernière leur délègue des responsabilités particulières par voie d'ordonnance.

